

Liban. Le 19 septembre 1982, le monde découvrait l'horreur perpétrée dans les camps de réfugiés palestiniens avec la passive complicité de l'armée israélienne.

Sabra et Chatila : 30 ans après, le massacre impuni

■ Il y a juste 30 ans, le monde découvrait les images de milliers de femmes, d'enfants et de vieillards assassinés et mutilés par des miliciens chrétiens alliés à Israël dans les camps de réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila à Beyrouth.

Septembre 1982 : le Liban est en guerre civile et le sud du pays a été envahi trois mois plus tôt par Israël, officiellement dans le but de faire cesser les attaques de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) de Yasser Arafat. L'OLP est alors alliée aux milices libanaises à majorité musulmane et aidée par l'armée syrienne entrée en 1976 au Liban, tandis que l'Etat hébreu s'est associé aux milices chrétiennes comme les Forces libanaises (FL) de Béchir Gemayel.

Elu président du Liban en août, trahi et trahé par les chrétiens du pays, il est assassiné le 14 septembre dans un attentat revendiqué par un parti libanais prosyrien.

L'armée israélienne invoque cet assassinat pour pénétrer dans le secteur ouest de Beyrouth, à majorité musulmane, en totale violation d'un accord conclu sous médiation américaine en contrepartie de l'évacuation du Liban des combattants de l'OLP. Israël



Des corps de femmes et enfants découverts par centaines au matin du 19 septembre 1982. ARCHIVES AFP

affirme vouloir ainsi combattre des « terroristes » embusqués.

Le 16 septembre au soir, des miliciens chrétiens, entrent dans les camps de Sabra et Chatila - à la périphérie sud de Beyrouth - grâce à bienveillance de l'armée israélienne qui entoure les camps - où ne reste que les civils, après le départ des combattants de l'OLP en vertu de l'accord.

Pendant 3 jours, dans un black-out total, les miliciens massacrent sans que l'armée israélienne n'intervienne, celle-ci allant jusqu'à tirer des fusées éclairantes la nuit pour faciliter l'horrible besogne.

Le 19, des images insoutenables de corps amputés, éventrés, de nourrissons écrasés bouleversent l'opinion mondiale.

Le carnage fait quelque 2 000

morts et des centaines de blessés souvent mutilés alors que ces camps abritaient 8 000 réfugiés.

En Israël, une commission d'enquête attribue en 1983 la « responsabilité personnelle » mais « indirecte » des massacres à Ariel Sharon, alors ministre de la Défense, lui reprochant de ne pas les avoir prévus et empêchés. Il est alors forcé à la démission. La commission attribue en revanche la responsabilité directe à Elie Hobeika, chef des renseignements des FL. En juin 2001, 23 rescapés portent plainte pour crimes de guerre, crimes contre l'humanité et actes de génocide contre M. Sharon, devenu Premier ministre. La plainte est déposée en Belgique, une loi accordant une « compétence universelle » aux tribunaux belges pour ce type de crimes. Mais la loi est étrangement abrogée en 2003 et la justice belge doit abandonner les poursuites.

Ariel Sharon a depuis sombré dans un profond coma à la suite d'une attaque cérébrale en 2006.

A Sabra et Chatila, aujourd'hui, des milliers de réfugiés palestiniens vivent dans une extrême pauvreté, symbole d'un processus de paix israélo-palestinien au point mort et dont ils sont exclus.